

Israeli invasion of Egypt.<sup>16</sup> This opinion fails to take proper account of the determination of the Israeli government and its capacity to influence the position of the U.S. Congress. While we agree that the United States is the only country strong enough to "squeeze" Arabs and Israelis, its capacity to do so is limited, and in certain cases could even backfire.

Any group which has the unusual opportunity of hearing from all the major actors in this complex Middle East drama cannot fail to be impressed by the supreme difficulty of the problems. In Jordan, we were told that there were three options for the West Bank—independence, becoming part of Jordan once again, or confederation with Jordan. Of the three, they felt confederation had the best prospect of success. But, as we have noted, Israelis are agreed only on an interim arrangement involving very limited autonomy. Former Prime Minister Rabin who goes further than the Likud coalition advocates a limited autonomy for the West Bank region comprising about 65 per cent of the territory and about 85 per cent of the population, with Israeli military enclaves established along the Jordan river and Jerusalem firmly integrated into Israel. Prime Minister Shamir gave us no indication of what he was ready to accept. Israeli authorities do not appear to be ready at this time to accept any external links by a Palestine entity even with Jordan. Unless the two sides are persuaded to shift their ground, the prospects for a settlement are not good.

Jerusalem represents a special problem. Israelis are united in support of a united Jerusalem as the national capital. However, since the Dome of the Rock mosque is the third most holy site of Islam, Arabs around the world want East Jerusalem linked to a Palestinian state. The city is likewise sacred to Christians. We explored the idea of a regime similar to the Vatican City, or perhaps even two such regimes, for the Muslim and the Christian holy places. Israeli authorities resisted the suggestion, and it presents enormous difficulties, but ultimately some special arrangement will probably have to be made for the holy places of Jerusalem.

We close with a comment. We found that Israelis and Palestinians have much in common. Both have suffered in their time. Both are hard working and attach much importance to education. Both are relatively democratic and both have been prepared to fight for their rights. It is a tragedy that these common virtues and experiences cannot help them to bridge their differences and overcome their enmity.

forcer Israël à changer ses politiques, car ils se rappellent l'intervention du président Eisenhower en 1956 au moment de l'invasion anglo-franco-israélienne de l'Égypte.<sup>16</sup> Ils oublient de tenir compte de la détermination du gouvernement israélien et de sa capacité à influencer la position du Congrès américain. Certes nous convenons que les États-Unis sont le seul pays qui soit suffisamment fort pour «forcer» les Arabes et les Israéliens, mais leurs capacités en ce sens sont limitées et, dans certains cas, pourraient même échouer.

Tout groupe qui a la chance extraordinaire d'entendre tous les protagonistes du drame complexe qui se joue au Moyen-Orient ne peut manquer d'être impressionné par l'énorme difficulté des problèmes en présence. En Jordanie, on nous a dit qu'il y avait trois options pour la Cisjordanie: l'indépendance, l'annexion à la Jordanie une fois de plus ou la création d'une confédération avec la Jordanie. De ces trois solutions, ils estiment que celle qui propose une confédération offre les meilleures chances de succès. Mais comme nous avons remarqué, les Israéliens acceptent uniquement une entente provisoire; c'est-à-dire une autonomie limitée. L'ancien premier ministre Rabin qui va plus loin que la coalition du Likoud préconise une autonomie limitée pour la Cisjordanie, incluant environ 65 pour 100 du territoire, ce qui comprend environ 85 pour 100 de la population, ainsi que la permission d'établir des enclaves militaires israéliennes le long du Jourdain et celle d'intégrer fermement Jérusalem à Israël. Le premier ministre Shamir ne nous a donné aucun indice de ce qu'il était prêt à accepter. Les autorités israéliennes ne semblent pas être prêtes encore à accepter qu'une entité palestinienne noue des liens extérieurs, même avec la Jordanie. A moins que les deux côtés n'acceptent de changer leur position, les perspectives d'un règlement ne sont pas bonnes.

Jérusalem représente un problème particulier. Les Israéliens appuient unanimement l'idée d'établir la ville unifiée de Jérusalem comme capitale nationale. Toutefois, comme la mosquée du dôme du Rocher est le troisième lieu saint en importance de l'Islam, les Arabes du monde entier veulent annexer Jérusalem-Est à la Palestine. Cette ville est tout aussi sacrée pour les chrétiens. Nous avons exploré la possibilité d'y instaurer un régime semblable à celui de la cité du Vatican, ou peut-être deux régimes du genre, pour les lieux saints musulmans et chrétiens. Les autorités israéliennes n'ont pas retenu cette suggestion et elle présente d'énormes difficultés mais en fin de compte une entente spéciale devra probablement être conclue pour les lieux saints de Jérusalem.

Un dernier commentaire en terminant. Nous avons trouvé que les Israéliens et les Palestiniens ont beaucoup en commun. Ces deux peuples ont souffert à un moment donné de leur histoire. Ils sont tous deux de bons travailleurs et attachent beaucoup d'importance à l'instruction. Tous les deux sont relativement démocratiques et prêts à lutter pour leurs droits. Il est tragique que ces vertus et expériences communes ne puissent les aider à accepter leurs différences et à surmonter leur inimitié.

<sup>16</sup> As the Sub-committee found in its meetings, Arabs also have an exaggerated view of Canada's ability to influence U.S. policy on the Middle East.

<sup>16</sup> Le sous-comité a également constaté au cours de ses rencontres que les Arabes exagèrent également le rôle que le Canada peut avoir sur la politique américaine au Moyen-Orient.